

Libourne et son agglo

50 28/10/19

Mobilisation contre la réforme des trésoreries

MANIFESTATION Le ministère des Finances prépare une réforme de la carte de ses implantations. Trois services basés à Libourne seraient délocalisés à Blaye, Coutras et Cadilla

Sylvain Petitjean
s.petitjean@sudouest.fr

Les agents libournaux des Finances publiques ont été autorisés à prendre la parole avant le conseil municipal de mardi soir afin de présenter les pistes explorées par leur ministère dans le cadre de la réforme de la carte territoriale des Finances publiques. Un programme baptisé Géographie revisitée qui devrait aussi avoir quelques conséquences pour les usagers, qu'ils soient particuliers, professionnels ou collectifs.

« Pour une question relative aux impôts, vous devrez aller à Blaye. Pour une question relative à la cantine, au centre de loisirs, à l'aide-ménagère, il faudra aller à Coutras. Et pour tout ce qui concerne l'hôpital ou les Ehpad, ce sera à Cadillac ! » Cette restructuration entraînerait le départ de 70 agents actuellement en poste à Libourne.

« Il ne s'agit pas d'une démarche partisane pour préserver notre lieu de travail », se défendent les fonctionnaires. « Nous ne sommes pas hostiles aux réformes si celles-ci vont dans l'intérêt général. C'est un appel à voter soutien et à une mobilisation collective pour que la notion de service public à laquelle nous sommes profondément attachés garde tout son sens. [...] Ce la pénalisera d'abord la popula-



La mobilisation et l'appel aux usagers a débuté sur les portes de la trésorerie de Libourne. PHOTO S.P.

tion. » Le maire, Philippe Buisson, s'est étonné de ne pas avoir été informé de ce projet qu'il juge incohérent.

Les élus au pied du mur
« Libourne bénéficie du dispositif Action cœur de ville qui devait la mettre à l'abri de ces contraintes de fermetures de services publics. Sous tous les gouverne-

ments, j'observe une constante, Bercy ne comprend rien aux territoires », a confié l'édile. Il a affirmé qu'il saisirait le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, les députés du territoire ainsi que la direction des Finances publiques pour défendre « ces services de proximité ». La modernisation du service public ne peut pas se faire au détriment de

PLUS DE GUICHETS

La directrice régionale des Finances publiques de Nouvelle-Aquitaine de Gironde, Isabelle Martel, précise que « l'objectif principal est d'augmenter autant que possible le nombre de communes où la DGFII apportera un service de proximité aux usagers. » Elle assure que les usagers libournaux pourront continuer à poser leurs questions sur les impôts ou payer la cantine au Centre des finances publiques de Libourne. Et pour tout ce qui concerne l'hôpital, aucun changement n'est prévu sur la période. Deux points de contact seront implantés sur Galgon ou Guitres. Et les élus bénéficieront de conseillers dédiés à Libourne, mais également à Vignonet, Saint-Loubès et Fronsac.

L'activité des centres-villes. » Soradjoint à la culture, le docteur Michel Galand, par ailleurs président du conseil de surveillance de l'hôpital Robert-Boulin, a évoqué « une très mauvaise nouvelle pour l'hôpital, qui est en contact quotidien avec la trésorerie. » Il espère que le rapprochement des hôpitaux de Libourne et Sainte-Foy avec celui de Blaye, pour un budget annuel de 300 millions d'euros, pèsera dans la balance.

Cette réorganisation des implantations est prévue pour 2022.